

Ma deuxième question est la suivante: Est-ce que le ministre demeure convaincu que les prévisions de 1.5 milliard de dollars en retombées économiques pour la province de Québec sont toujours réalistes?

Monsieur le président, ma troisième question est la suivante: Est-il exact que, lors des négociations, on ait offert au ministre du gouvernement péquiste, M. Duhaime, pour ne pas le nommer, de venir consulter le dossier du F-16 et du F-18 et que ce ministre ne s'est pas prévalu de cette offre?

M. Gray: Monsieur le président, je pense que notre analyse des retombées économiques du contrat du F-18 pour la province de Québec est très réaliste. A notre avis, au moins 48 p. 100 de ces retombées économiques se retrouveront dans la province de Québec.

Comme nous le savons, la province de Québec est très importante dans le secteur aéronautique pour notre gouvernement. Nous désirons faire de ce secteur aéronautique un secteur de pointe dans la province de Québec, mais en même temps en rendant plus fort ce secteur partout dans notre pays.

L'honorable député a aussi demandé des précisions sur les sites possibles de l'usine pour fabriquer les aubes et palettes et le centre d'usinage des contrôles numériques, je peux confirmer à mon honorable collègue qu'il est bien évident que l'usine pour fabriquer les aubes et les palettes sera construite dans les Cantons de l'Est, mais on n'a pas fixé jusqu'à maintenant le site exact. Je regrette mais je dois faire la même réponse à la question du site du Centre de l'usinage.

Dans sa troisième question, mon honorable collègue demande si l'on a donné au ministre péquiste l'occasion de consulter toutes les données sur lesquelles nous avons basé notre décision d'accorder le contrat F-18 à la compagnie McDonnell Douglas. Selon mes renseignements on a offert un *briefing* à ces ministres juste avant l'annonce de notre décision. Mais plus tard on leur a aussi donné l'occasion d'avoir des échanges de vues et des discussions entre nos fonctionnaires et ceux du gouvernement québécois.

Je désire finir ma réponse en confirmant qu'à notre avis et selon notre analyse assez poussée, le contrat F-18 représente une bonne affaire pour l'industrie de la province de Québec et celle de tout le pays.

[Traduction]

M. Crouse: Monsieur le président, je me réjouis de la possibilité de pouvoir poser quelques questions ce soir. Mais auparavant, je ferai observer que depuis que je suis à la Chambre des communes, c'est bien la première fois en 23 ans que je suis en présence d'un groupe de ministres aussi distingués. Le fait de les avoir tous les quatre devant moi présente une telle tentation . . .

Une voix: Comme devant un stand de tir.

M. Crouse: Oui, c'est comme si je me trouvais devant un stand de tir. Je ne sais pas trop par où commencer. Pour reprendre les propos de mes électeurs compte tenu de ce que j'ai entendu aujourd'hui, il serait peut-être temps de chercher à remettre ce gouvernement sur la bonne voie car, manifestement, il en est sorti. Et cela m'incombe peut-être. Le gouvernement ne sait plus à quel saint se vouer et nous paraît en proie à de grandes incertitudes, ne sachant que faire.

Les subsides

Si je dis ceci c'est qu'au cours de la dernière campagne électorale, nous avons eu droit à un grand défilé de personnages fort imposants. Ces éminents personnages libéraux sont venus chez nous, en Nouvelle-Écosse, en nombre plus grand—certains auraient pu condescendre à me rendre visite, mais non, ils ont préféré faire cette gentillesse à d'autres—que celui des épaves qui échouent sur nos côtes. On a beaucoup parlé d'énergie et de pétrole, et on nous a même promis du gaz. Avant de poser ma question . . .

Une voix: Posez-la!

M. Crouse: Je dispose de 20 minutes, monsieur. Vous en avez eu autant. J'estime que je puis les employer de la façon qu'il me plaît. J'espère avoir raison à ce sujet. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources me fait signe que oui. J'ai lu dans l'édition du samedi 2 février du *Chronicle-Herald* de Halifax ce qui suit:

Dans un discours prononcé à Halifax, vendredi dernier, qu'on pourrait qualifier du plus important à ce jour de la campagne électorale, les libéraux, par l'entremise de leur chef, M. Pierre Trudeau, ont présenté le programme énergétique de leur parti pour les années 80. Ce programme vise à assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique pour tous les Canadiens à un prix raisonnable. Le programme libéral contenait les sept grandes promesses que voici.

Je ne me donnerai pas la peine de vous les lire, car les libéraux les connaissent fort bien, même s'ils n'ont pas l'intention de les présenter. En voici une:

Les libéraux se rendent compte que le Canada devra remplacer les ressources énergétiques qui nous font défaut, tel le pétrole, par d'autres ressources que nous avons en abondance comme le gaz naturel. Voilà pourquoi, en vertu de politiques «faites au Canada» le prix du gaz naturel ne sera pas lié aux prix internationaux. Pour encourager les gens à la conversion, le prix sera fixé à un niveau inférieur, un prix établi au Canada. Les exportations massives comme celles proposées par Joe Clark feront l'objet d'un examen attentif afin que les Canadiens aient toujours l'accès prioritaire à leurs ressources naturelles de gaz.

On songe à construire un gazoduc pour permettre à tous les Canadiens d'avoir accès à leurs ressources.

Les libéraux songent à entreprendre sans tarder . . .

J'espère que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a l'oreille attentive.

. . . des négociations en vue de prolonger le gazoduc jusqu'à Québec et aux Maritimes. Au début, le gazoduc acheminerait le gaz naturel vers l'Est, mais quand les réserves des Maritimes seront disponibles, le pipe-line fonctionnera alors comme une voie ferrée qu'on peut utiliser dans les deux sens.

Le même jour le premier ministre était de passage à Halifax. Voici un bref extrait de son discours:

Mais pour changer de l'un à l'autre, les gens doivent avoir accès au gaz et c'est dans l'est du Canada que cet accès est le plus impérieux. J'annonce aujourd'hui un autre élément de notre programme: un gouvernement libéral entreprendra des démarches sur-le-champ pour s'assurer que toutes les parties collaborent entièrement à la construction d'un gazoduc vers Québec et les Maritimes. Ce gazoduc pourra fonctionner dans les deux sens . . .

Je suppose qu'on avait prévu l'Office national de l'énergie.

. . . afin que les résidents des Maritimes puissent en premier lieu utiliser le gaz en provenance de l'Ouest et par la suite, expédier leur gaz de provenance sous-marine vers le Canada central. Comme le chemin de fer des années 1880, les pipe-lines des années 1980 auront l'effet d'un lien d'acier unificateur.

C'est une très belle promesse, un engagement fort honorable. Je voudrais maintenant demander au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources comment il entend concilier son discours d'aujourd'hui avec les promesses, avec les engagements formels du premier ministre à Halifax.